



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

visite d'état du Président de la République aux États-Unis

Question au Gouvernement n° 383

Texte de la question

VISITE D'ÉTAT DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AUX ÉTATS-UNIS

Mme la présidente. La parole est à M. Arnaud Le Gall.

M. Arnaud Le Gall. Monsieur le ministre de la souveraineté industrielle, la semaine dernière, Emmanuel Macron est allé se plaindre à Joe Biden de l'Inflation Reduction Act (IRA), plan de 370 milliards de dollars de soutien à l'économie des États-Unis qui distord la concurrence avec l'Europe. En retour, il n'a obtenu que flatteries et vagues promesses. L'humiliation ! La France et l'Europe sont hors-jeu. Loin d'entraîner plus de solidarité occidentale, la guerre en Ukraine radicalise la compétition, comme le montre le prix exorbitant auquel les États-Unis nous vendent gaz et pétrole.

Plusieurs députés du groupe LFI-NUPES . Exactement !

M. Arnaud Le Gall. Les États-Unis sont un grand pays aux côtés duquel nous avons des défis à relever. Mais ils ne considèrent pas l'espace transatlantique comme exempt de compétition. Dans le capitalisme globalisé, la concurrence généralisée est en effet la règle et elle n'est jamais libre et non faussée. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe LFI-NUPES.*) Biden a raison de conditionner les aides publiques à la création d'emplois locaux, de relocaliser les productions pour réduire la vulnérabilité de son pays et de consacrer 80 milliards au renforcement de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale. Votre politique néolibérale et libre-échangiste s'en voit ringardisée, avec ses 140 milliards d'aides annuelles aux entreprises sans contrepartie (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe LFI-NUPES. – M. Stéphane Peu applaudit également*), avec son plan de relance européen qui n'aura fait que gaver la finance, avec son refus de tout protectionnisme, avec son obsession des équilibres budgétaires alors même que cela gonfle la dette contre laquelle vous prétendez lutter.

Il est urgent de changer, et non de demander à Biden de le faire. Notre avenir industriel, l'emploi, et notre indépendance énergétique, sanitaire et stratégique sont en jeu. Nous ne devons être dépendants ni des États-Unis, ni de la Russie, ni de la Chine, ni de quiconque. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES et sur plusieurs bancs du groupe Écolo-NUPES.*)

Quand travaillerez-vous à la mise en place d'un protectionnisme écologique et social européen ? Seriez-vous prêts à désobéir aux traités européens en instaurant ce protectionnisme en France ? N'attendons pas une illusoire autorisation de la Commission européenne ou de l'Allemagne. L'avenir du peuple français est en jeu. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES. – M. Stéphane Peu applaudit également.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre délégué chargé de l'industrie.

M. Roland Lescure, ministre délégué chargé de l'industrie. La visite du Président de la République à Washington la semaine dernière est historique et exceptionnelle, d'abord parce que c'est la première fois qu'un président français se rend deux fois en visite d'État aux États-Unis, ensuite parce que c'était la première visite d'État du mandat du président Joe Biden, enfin parce qu'elle a permis d'affirmer une fois encore – même si cela constitue peut-être pour vous un désagrément – une amitié forte, solide, historique, inscrite dans le passé et dans l'avenir, entre nos deux nations, les États-Unis d'Amérique et la France.

Elle a permis aussi, et vous le savez, un échange franc, honnête et transparent... *(Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NUPES.)*

M. Loïc Prud'homme. La belle affaire !

M. Roland Lescure, ministre délégué . . .sur les enjeux de la compétition internationale et du soutien apporté aux industries française, européenne et américaine par nos deux États.

Elle a enfin permis d'affirmer que la compétition juste et loyale entre deux amis était à l'ordre du jour. Le président Joe Biden l'a dit et il a eu l'occasion de réaliser combien l'IRA avait pu inquiéter les Européens. Il a répété que l'IRA ne devait en aucun cas être considéré comme une menace pour l'industrie européenne, mais qu'il constituait une réponse réelle et ambitieuse aux mesures de protection prises par d'autres pays, dont certains que vous avez souvent tendance à soutenir. *(Murmures sur les bancs du groupe LFI-NUPES.)*

Mme Sarah Legrain. Et en France, que faites-vous ?

M. Roland Lescure, ministre délégué . Comme vous le savez, le Président de la République et Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, ont affirmé que notre politique de soutien à l'industrie européenne allait se poursuivre dans une logique de décarbonation et de conditionnalité – ce dont j'espère que vous vous réjouissez : les 54 milliards d'euros du plan France 2030 qui accompagne l'industrie sur la voie de la décarbonation sont conditionnés à des efforts réels.

Mme la présidente. La parole est à M. Arnaud Le Gall.

M. Arnaud Le Gall. Vous vivez sur une autre planète : M. Macron n'a rien obtenu.

M. Maxime Minot. Eh oui ! Exactement !

M. Arnaud Le Gall. Vous viendrez parler de l'amitié franco-américaine quand les premières délocalisations vers les États-Unis auront lieu. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES. – Mme Sandrine Rousseau applaudit également.)*

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre délégué chargé de l'industrie – pour quinze secondes. *(Sourires.)*

M. Roland Lescure, ministre délégué. Quinze secondes pour rappeler que, sur la planète sur laquelle nous vivons, la réalité économique s'impose à tous.

M. Rodrigo Arenas. Vous n'avez rien obtenu !

M. Roland Lescure, ministre délégué . Sur cette planète, l'amitié historique est essentielle, et le partenariat franco-américain a encore de beaux jours devant lui (« Ah ! » sur les bancs du groupe LFI-NUPES), ne vous en déplaise. *(Applaudissements sur les bancs du groupe RE. – M. Laurent Croizier applaudit également.)*

Données clés

Auteur : [M. Arnaud Le Gall](#)

Circonscription : Val-d'Oise (9^e circonscription) - La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 383

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 décembre 2022

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 7 décembre 2022